



ÂGÉS, ISOLÉS, PRÉCAIRES : LES INVISIBLES DES QUARTIERS POLITIQUE DE LA VILLE

[Isabelle Senécal](#)

Labo Cités | « [Les Cahiers du Développement Social Urbain](#) »

2021/1 N° 73 | pages 14 à 16

ISSN 1283-8497

DOI 10.3917/cdsu.073.0014

Article disponible en ligne à l'adresse :

<https://www.cairn.info/revue-cahiers-du-developpement-social-urbain-2021-1-page-14.htm>

Distribution électronique Cairn.info pour Labo Cités.

© Labo Cités. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

Âgés, isolés, précaires : les invisibles des quartiers politique de la ville

Les quartiers politique de la ville n'échappent pas à l'important vieillissement de leurs habitants, conjugué à une forte précarité et un urbanisme qui n'a pas été conçu pour l'avancée en âge. Isabelle Sénécal, responsable du pôle plaidoyer/relations presse aux Petits Frères des Pauvres, souligne l'invisibilité des personnes âgées exacerbée par la mise en œuvre récurrente de politiques publiques orientées essentiellement depuis quarante ans vers la jeunesse ou l'insécurité. Elle explique que la crise sanitaire n'a pas, bien au contraire, atténué l'invisibilité des aînés dans ces quartiers, au risque de renforcer encore plus l'isolement et l'exclusion.

Fin janvier 2021 s'est tenu un comité interministériel des villes, le premier depuis 2013, pour lancer un nouveau plan pour les quartiers politique de la ville et faire face aux inégalités territoriales, économiques et sociales accentuées par la crise sanitaire.

Pas un mot, pas une mesure concernant directement les personnes âgées. Début avril, les pouvoirs publics ont annoncé leur soutien financier à des associations de lutte contre la pauvreté, dans le cadre du plan France Relance. Si quelques actions retenues concernent les quartiers prioritaires, aucune ne concerne directement la population âgée. Le 20 avril, la ministre de la Ville Nadia Hai a annoncé la création d'un nouveau fonds doté de 10 millions d'euros pour les quartiers prioritaires de la ville à destination... des jeunes.

Une vieillesse invisible

Cette invisibilité récurrente des personnes âgées des quartiers prioritaires se retrouve également dans la documentation. Il suffit de réaliser un rapide état de l'art des publications disponibles pour constater que l'absence de prise en compte des personnes âgées résidant dans les quartiers politique de la ville n'est pas liée à la crise sanitaire. Si on consulte le bilan 2019 des projets soutenus par le ministère de la Ville, aucune action n'était orientée vers les aînés. Quant au rapport

Borloo de 2018, la seule référence concrète aux personnes âgées, sur 164 pages, est une photographie d'une personne avec un déambulateur pour illustrer la proposition sur la santé¹. La note du Commissariat général à l'égalité des territoires² publiée en 2017 est le rare document proposant des chiffres nationaux, certes de 2010, sur le vieillissement de la population dans ces quartiers : « Avec 757 000 personnes en 2010, les plus de 60 ans sont aujourd'hui aussi nombreux que les jeunes de 15 à 24 ans, alors qu'ils n'en représentaient que les deux tiers en 1990 » ; et « 194 quartiers, soit 15 % des QPV, qui se distinguent par une représentation des 75 ans et plus supérieure à la moyenne nationale. »³ Quant à l'Observatoire national de la politique de la ville (ONPV), son rapport 2019 évoque seulement les personnes âgées en quelques lignes rapides dans le chapitre sur les actions sociales des communes, et le chapitre sur la santé des habitants ne comporte aucune information spécifique sur les aînés⁴.

Ce manque de données quantifiables somme toute basiques (démographie, santé) participe pleinement du manque d'intérêt des pouvoirs publics à soutenir des actions spécifiques envers les personnes âgées de ces quartiers. Ce sont donc les acteurs de terrain qui alertent régulièrement sur les conditions de vie des aînés et leurs difficultés à vieillir dans un environnement peu propice aux enjeux de la longévité.

Depuis plusieurs années, les Petits Frères des Pauvres, qui accompagnent des aînés dans les quartiers populaires, constatent une hausse constante de l'isolement des personnes âgées tout en regrettant le manque de données sur ce phénomène. Si la qualification de l'isolement relationnel n'est pas aisée, car elle se caractérise autant par le niveau de contacts avec plusieurs réseaux de sociabilité (familial, amical, voisinage, tissu associatif) que par la qualité de la relation à l'autre, sa mesure est pourtant indispensable pour apporter les réponses différenciées correspondant aux besoins. C'est la raison pour laquelle les Petits Frères des Pauvres ont décidé de produire annuellement des données pour mieux connaître les mécanismes de construction de cet isolement. En France, 300 000 personnes âgées sont en situation de « mort sociale »⁵, c'est-à-dire sans ou quasiment sans contacts et près d'un million sont privées de contacts avec l'entourage le plus proche.

En 2018, les Petits Frères des Pauvres ont cherché à mieux comprendre les liens possibles entre isolement des personnes âgées et caractéristiques territoriales en publiant un rapport basé sur une étude quantitative représentative de la population française des 60 ans et plus, doublée d'entretiens qualitatifs menés auprès de personnes accompagnées par l'association⁶. L'une des conclusions est que les quartiers prioritaires sont les territoires qui comportent le plus de risques d'isolement social.

Mal vieillir en quartier politique de la ville

Si, de façon générale, les habitats urbains denses se caractérisent par des solidarités et des relations de voisinage amoindries, la situation des résidents âgés des quartiers populaires et leur risque d'isolement social sont particulièrement inquiétants. Attachement moindre à son logement, à son quartier, à sa commune, crainte forte de ne pas pouvoir vieillir sereinement, constat que le logement n'est pas adapté, souhait de vivre ailleurs plus souvent exprimé, absence de solidarité, ressenti important de solitude, disparition ou éloignement des commerces et services de proximité, exclusion numérique... les personnes des quartiers prioritaires cumulent, beaucoup plus que le reste de la population des Français de 60 ans et plus, tous les

critères qui contribuent à l'isolement. Ce à quoi il faut ajouter des facteurs aggravants comme les situations de grande précarité, de lourdes problématiques de santé (addictions, troubles psychiques) sans oublier, pour un certain nombre, les barrières linguistiques. Et que ce soient des personnes installées depuis longtemps qui constatent que leur quartier n'est pas adapté à leur vieillissement ou des personnes arrivées récemment après des parcours de vie complexes, leur insertion dans leur territoire est difficile, dans un environnement qui n'a pas été pensé pour l'avancée en âge et dont les représentations sont très négatives, souvent ramenées à l'insécurité et la violence.

À l'invisibilité institutionnelle, avec des actions publiques centrées sur la jeunesse, l'insertion dans l'emploi, la prévention de la délinquance, s'ajoute l'invisibilité créée par le repli sur soi, le sentiment de ne plus pouvoir s'identifier comme citoyen dans son quartier, de ne pas y avoir sa place, de n'avoir aucune utilité.

Encore plus invisibles pendant la crise sanitaire

La crise sanitaire que nous vivons depuis mars 2020 a mis soudainement en lumière l'isolement des personnes âgées, avec un important traitement médiatique sur la situation des résidents d'Ehpad confinés dans leur chambre ainsi qu'une prise de conscience des conséquences déléteres de la privation de lien social, jusqu'au président de la République qui a déclaré en mai 2020 que « *si le virus tue, l'extrême solitude est très dangereuse* ». Le premier confinement a aussi entraîné un formidable élan de solidarité citoyenne envers les personnes âgées fragilisées par le virus. Qu'en est-il de la situation des aînés vivant en quartier prioritaire ? En avril 2020, le Réseau national des centres de ressources politique de la ville (RNCRPV) avait recensé les risques pour les populations déjà en difficulté (suroccupation des logements, emploi, numérique, déscolarisation, santé) sans aucune référence aux habitants âgés⁷. Le Conseil national des villes, qui a publié dès juin 2020 un avis sur l'après-crise⁸, a proposé des recommandations sur la santé, l'éducation, l'emploi et précise seulement dans une note de bas de page que « *sur le public particulier des personnes* »...

... *âgées et du vieillissement dans les QPV, le CNV, saisi par le ministre, rendra un avis en 2020* », qui n'est toujours pas paru en juin 2021, à l'heure où nous écrivons ces lignes.

Dans leur nouveau rapport paru fin mars 2021 consacré aux impacts de la crise sanitaire⁹, les Petits Frères des Pauvres ont pointé l'importance des facteurs socio-économiques et des modes d'habitat dans le vécu de la crise. Les difficultés que connaissaient bien avant la crise les personnes âgées les plus fragilisées et isolées ont bien entendu été exacerbées depuis plus d'un an.

Aucune documentation officielle n'étant disponible, les informations remontent des acteurs de terrain, comme les bailleurs sociaux, les centres communaux d'action sociale, ou les acteurs associatifs qui ont réussi à adapter leurs actions au fil des mois et à maintenir un accompagnement précieux. Elles confirment bien que les personnes âgées des quartiers populaires ont subi de plein fouet la pandémie, que ce soit en termes de décès, de contaminations, de problématiques de santé physique comme mentale, de difficultés à appréhender cette situation complètement hors norme, avec son lot de souffrances et d'inquiétudes. Et comme ailleurs, si le premier confinement a donné lieu à de nombreux gestes de solidarité envers les personnes âgées, la stratégie de *stop and go*, qui accentue les difficultés économiques et sociales, a créé au fil des mois une profonde lassitude. Elle a par ailleurs mis à mal la solidarité spontanée et a même contribué à créer des clivages entre générations et renforcé chez les personnes âgées les plus fragilisées et isolées le sentiment d'exclusion.

Une urgence humaine et territoriale

Si la crise sanitaire a éveillé les consciences concernant les graves conséquences du manque de lien social, qu'on soit d'ailleurs jeune ou vieux, force est de constater que les personnes âgées des quartiers prioritaires sont restées une nouvelle fois de grands oubliés. L'augmentation du vieillissement de la population va se poursuivre dans ces quartiers, à l'instar des autres territoires. Il est évident que les problématiques spécifiques risquent d'aggraver encore plus l'exclusion et l'isolement des

plus âgés. Si les actions de rénovation urbaine et de redynamisation vont être aussi profitables aux aînés, aucun dispositif adapté de prise en charge de l'avancée en âge n'a été élaboré en coordination avec les acteurs du territoire, avec le soutien des pouvoirs publics. Le comité stratégique de lutte contre l'isolement des personnes, créé récemment par Brigitte Bourguignon, ministre déléguée en charge de l'Autonomie, réunit des acteurs du secteur associatif, dont les Petits Frères des Pauvres, des associations d'élus locaux, des caisses de retraite, des acteurs de l'habitat, des administrations et des entreprises de l'économie sociale et solidaire. Il est indispensable que la place des personnes âgées dans les quartiers politique de la ville y soit rapidement abordée afin de leur proposer des réponses efficaces et les sortir enfin de cette invisibilité inacceptable. ●

Isabelle Sénécal

1. *Vivre ensemble, vivre en grand : pour une réconciliation nationale*, rapport remis au Premier ministre, 2018, 164 p.
2. Remplacé depuis le 1^{er} janvier 2020 par l'Agence nationale de cohésion des territoires (ANCT).
3. « Vieillesse de la population : un processus qui touche aussi les quartiers prioritaires de la politique de la ville », *En Bref CGET* n° 44, octobre 2017.
4. ONPV, *Bien vivre dans les quartiers prioritaires*, Rapport 2019, 312 p.
5. Institut CSA, Petits Frères des Pauvres, *Solitude et isolement. Quand on a plus de 60 ans en France en 2017*, septembre 2017, 22 p.
6. Petits Frères des Pauvres, *Solitude et isolement des personnes âgées en France, quels liens avec les territoires ?* septembre 2019, 118 p.
7. RNCRPV, *L'impact de la crise liée au Covid-19 sur les habitants.e.s des quartiers prioritaires de la politique de la ville*, avril 2020, 4 p.
8. CNV, *Covid-19 : Panser le présent, penser les futurs*, Avis du 22 juin 2020, 60 p.
9. Petits Frères des Pauvres, *Isolement des personnes âgées : les impacts de la crise sanitaire*, rapport n° 5, mars 2021, 128 p.